

Brigades et libertés // « Quoi qu'il en coûte », protéger les retraités de tous âges !

20 mai 2020



U
N
I
R
S
Union
Nationale
Interprofessionnelle des
Retraités et retraitées
Union
syndicale
Solidaires

Huit organisations de retraité·es, syndicales et associatives, refusent de se taire, de subir une discrimination à cause de la pénurie de moyens résultant des politiques passées. Elles viennent de diffuser deux communiqués.

Celui du 18 mai refuse les brigades Covid-19 et la violation du secret médical, demande l'urgence sanitaire :

- de pouvoir recevoir et visiter nos familles dans les EHPAD et nos lieux de vie en toute sécurité !
- d'avoir accès à l'hôpital en cas de problèmes de santé, quels qu'ils soient !
- des tests systématiques de détection, des masques gratuits, des gants, du gel hydroalcoolique, des blouses pour nous et les personnels !

Celui du 19 mai exige la distribution gratuite de masques, la fourniture de tests gratuits dans les délais les plus courts, des investissements massifs pour sortir l'hôpital, les EHPAD et leurs personnels, des politiques de restriction budgétaire suivies depuis des années. Les promesses « la santé n'a pas de prix » et « la mobilisation de tous les moyens financiers nécessaires, quoi qu'il en coûte » ne suffisent pas.



Brigades et libertés

Le gouvernement a décidé de constituer des « **brigades Covid-19** » dans le prolongement de la loi d'état d'urgence sanitaire.

Ces brigades auraient pour rôle 7 jours sur 7, de 8h à 19h, de rechercher et tracer, à partir des éléments communiqués par les médecins, les personnes ayant été en contact avec leurs malades pour leur demander de se confiner pendant 14 jours et de se faire tester.

Cette mission est confiée à la branche maladie de la sécurité sociale, avec des médecins de villes et les instances sanitaires du département.

Il s'agit de constituer des fichiers de malades et de malades potentiels. Fichiers constitués sans garanties de confidentialité, de sécurité, de durée d'utilisation des fichiers.

Nos organisations s'interrogent :

- Quid du secret médical ?
- Quid du secret professionnel des organismes de Sécurité sociale ?
- Quid du respect et de la dignité des personnes ?

Alors que la participation des médecins libéraux contre une augmentation de leur rémunération nous laisse interrogatifs.

Alors que COG après COG les budgets de la sécurité sociale ont été drastiquement réduits. Laisant la prévention et les centres d'examen de santé à la dérive.

Le manque de personnel et de financement pour ce dispositif va entraîner une détérioration des activités essentielles de la sécurité sociale.

La mission de la sécurité sociale n'est pas de tracer les citoyens.

Alors que le gouvernement a sacrifié les stocks de masques, de blouses, de gels, etc., au nom des économies budgétaires, sacrifiant le dépistage de masse et la prévention,

Alors qu'il a procédé à des réquisitions précipitées pour équiper les hôpitaux,

Alors qu'il a laissé dans le même temps les maisons de retraite et les EHPAD se débrouiller seuls,

Alors qu'il a fallu des semaines avant que soit connu le bilan des décès intervenus dans les seuls EHPAD (plus de 9 000 à l'heure actuelle) que le bilan total des décès causés par la pandémie chez les retraités n'est pas divulgué,

Voilà que le gouvernement se dirige après le confinement forcé à domicile vers le contrôle des personnes, le « tracking » ou traçage des malades, de leurs contacts et surtout des personnes âgées !

Déjà, de nombreuses voix se manifestent pour souligner les risques pour les libertés individuelles.

Un Communiqué de la LDH (Ligue des Droits de l'Homme) s'inquiète « *de la constitution d'un fichier sanitaire recueillant des données sensibles relevant du secret médical. A quoi s'ajoute que l'application Stop Covid reste envisagée en dépit de vives critiques portées sur son utilité et ses risques* ».

Pour nos organisations, pas question de voir nos noms figurer dans un fichier pseudo-médical ouvert à tous les vents !

NON aux brigades Covid-19 !

- Nous voulons pouvoir recevoir et visiter nos familles dans les EHPAD et nos lieux de vie en toute sécurité !
- Nous voulons avoir accès à l'hôpital en cas de problèmes de santé, quels qu'ils soient !
- Nous voulons des tests de détection systématiques !
- Nous voulons des masques gratuits, des gants, du gel hydroalcoolique, des blouses pour nous et les personnels !

C'est cela l'urgence sanitaire, pas la violation du secret médical !

Paris, le 18 mai 2020



« Quoi qu'il en coûte », protéger les retraités de tous âges !

La pandémie du covid19 a démontré concrètement les dégâts considérables causés par des années de politique libérale « comptable » dans les services publics et les services sanitaires et sociaux. En contradiction avec les attentes et les besoins en santé de la population sur l'ensemble du territoire, avec les alertes et les revendications du personnel soignant et médico-social, des syndicats et des associations d'usagers, les gouvernants successifs n'ont eu de cesse d'imposer des réductions de budget et des suppressions de postes, de lits et de services dans les hôpitaux.

Les personnels et salariés de toute la chaîne sanitaire ont su faire face par un engagement exceptionnel, souvent au risque de leur santé et de leur vie, malgré les réformes et décisions désastreuses qui ont dégradé leurs conditions d'exercice, supprimé leurs moyens de protection essentiels et sans avoir pu y remédier au moment de la crise. La gestion catastrophique du Covid-19, les contre-vérités du gouvernement ont ajouté à leurs difficultés.

Dans ce contexte qui affecte l'ensemble de la population, les retraité-es et les personnes âgées ont été particulièrement touché-es notamment dans les EHPAD, les maisons de retraite et les soins à domicile qui accueillent 7% d'entre eux. Nous déplorons que les décès à domicile ne soient toujours pas pris en compte.

Mais pour les 93% restant des 17 millions de retraité-es, c'est la capacité à retrouver la vie sociale, associative qui est en jeu ; beaucoup ont subi depuis plusieurs semaines la fermeture des services sociaux, des structures d'aide, de rencontre et les risques psycho-sociaux sont bien réels. Elles et ils craignent, pour l'avenir, de devoir subir la même situation, malgré le déconfinement, parce qu'elles (ils) risquent d'être les oublié-es de la reprise d'une vie sociale en sécurité sanitaire. Elles craignent d'être stigmatisées à nouveau pour leur âge lors de leurs sorties par une communication discriminante des pouvoirs publics à leur égard.

Pour nos organisations, les retraité-es de tous âges, comme l'ensemble de la population, doivent bénéficier des mesures d'urgence et de protection – demandées par l'OMS et mises en application dans de nombreux pays européens.

Nous demandons expressément :

- La fourniture à titre gratuit de masques protecteurs filtrants, en nombre suffisant, à l'ensemble de la population. Les retraité-es et personnes âgées, qui ne sauraient être discriminé-es, doivent donc en être destinataires, quels que soient leur situation et leur lieu de résidence.
- Un dépistage du virus dans tous les établissements ou à domicile, pour tous les personnels qui interviennent ou accueillent les personnes âgées,
- La mise en place des aides diverses (alimentaires, culturelles, psychologiques...) pour réussir au mieux la sortie du confinement.

Nous nous adressons avec gravité au gouvernement pour lui demander d'agir avec tous les moyens réglementaires dont il dispose (l'organisation de la production ou la réquisition) en vue de mettre en œuvre la distribution gratuite de masques, la fourniture de tests gratuits dans les délais les plus courts. Au-delà de ces mesures d'urgence, le budget 2021 de la sécurité sociale devra comporter des investissements massifs pour sortir l'hôpital, les EHPAD et leurs personnels des politiques de restriction budgétaire suivies depuis des années. Le 12 mars 2020, le Président de la République a déclaré « *la santé n'a pas de prix. Le gouvernement mobilisera tous les moyens financiers nécessaires, quoi qu'il en coûte* ». Nous ne nous contenterons pas de promesses !

Paris, le 19 mai 2020

- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Actualités >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/Brigades-et-libertes-Quoi-qu-il-en-coute-proteger-les-retraites-de-tous-ages>